

MÉMOIRE DE CHANTIERS CHIBOUGAMAU CONCERNANT LE PROJET DE LOI N°46

Loi modifiant la Loi sur la conservation du patrimoine naturel et
d'autres dispositions

Mémoire présenté aux membres de la
Commission des transports et de l'environnement

Le 6 octobre 2020



Plan du mémoire

À propos de Chantiers Chibougamau	3
Mise en contexte	4
Des activités déjà solidement encadrées	5
La certification forestière.....	5
La Paix des Braves.....	6
Quatre principes proposés.....	8
Une analyse globale des impacts	8
L'obligation de compensation	9
L'amortissement des pertes de possibilité forestière	10
La reconnaissance de la contribution de la Paix des Braves	10
Conclusion.....	11

À PROPOS DE CHANTIERS CHIBOUGAMAU

Depuis 1961, l'entreprise familiale Chantiers Chibougamau fabrique et commercialise des produits forestiers hautement compétitifs, taillés sur mesure pour des clients toujours plus soucieux de développement durable.

Plus de 1100 personnes travaillent pour l'entreprise, faisant d'elle l'employeur principal des municipalités de Chibougamau et Lebel-sur-Quévillon (Nordic Kraft), donc de toute la région du Nord-du-Québec, en plus de jouer un pareil rôle à Landrienne (Scierie Landrienne) près d'Amos et de compter sur un bureau d'études et de gestion de projet de près de 60 professionnels, connu sous le nom de Nordic Structures, au centre-ville de Montréal. Ce personnel qualifié et spécialisé valorise les ressources de la forêt boréale, avec des technologies de pointe dans la transformation du bois.

Ses produits de qualité reconnue, aujourd'hui prisés pour leur caractère biosourcé à faible empreinte carbone, sont accrédités par les plus grandes agences de certification, surtout en Amérique du Nord et en Europe. Son engagement environnemental lui permet notamment d'atteindre la certification du Forest Stewardship Council® (FSC®).

MISE EN CONTEXTE

Chantiers Chibougamau a maintes fois reconnu, depuis plus d'une décennie déjà, la nécessité de subordonner ses intérêts industriels aux démonstrations scientifiques de la pertinence de protéger certains secteurs forestiers. Nos positions au regard de la protection du territoire et de la création de nouvelles aires protégées au Québec s'inscrivent ainsi dans une constante recherche d'équilibre.

Nous sommes persuadés qu'il faut **sortir de l'opposition stérile** que l'on observe trop souvent entre la conservation, d'une part, et la pérennité des activités forestières industrielles, de l'autre. La cohabitation entre ces deux objectifs est aussi souhaitable qu'incontournable, à nos yeux, et c'est dans cet esprit que nous déposons aujourd'hui ce mémoire.

De manière générale, nous **saluons la souplesse** introduite par le projet de loi n° 46 avec l'instauration d'un nouveau statut de protection, l'aire protégée d'utilisation durable, « *qui vise à maintenir, sur une partie du territoire de protection, des activités d'utilisation durable des ressources naturelles compatibles avec les objectifs de conservation* »¹. Une telle approche plus évolutive ouvre la voie à une meilleure conciliation entre les deux objectifs mentionnés ci-haut. Il s'agit d'une réponse pragmatique et scientifiquement crédible à des besoins de conservation évolutifs pour lesquels l'approche classique de la cloche de verre peut s'avérer inadéquate, voire même simpliste.

Le projet de loi introduit aussi un nouveau mécanisme d'affectation des territoires situés au nord du 49^e parallèle, soit les territoires de conservation nordiques. Nos activités étant fermement ancrées sur ces territoires, Chantiers Chibougamau est directement interpellée par ces changements que nous jugeons constructifs, mais néanmoins à consolider en regard des modalités de la Paix des Braves.

Il est indéniable qu'une conception contemporaine de la sphère environnementale du développement durable repose sur la biodiversité ET la lutte contre les changements climatiques. Les deux doivent désormais être indissociables et nous percevons que le projet loi étudié peut préserver certains silos entre les deux. Les entreprises aménageant la forêt font depuis longtemps partie de la solution, lorsqu'il est question de conservation et de protection de la biodiversité, et elles sont appelées à devenir des moteurs assumés de la lutte contre les changements climatiques. C'est en associant les principes du cycle de vie à la mise en place d'aires protégées, mais aussi en **reconnaissant les entreprises forestières comme des partenaires** que nous en arriverons à de meilleures politiques, et, surtout, à l'atteinte de nos cibles de réduction d'émissions de carbone, de préservation de la biodiversité et de superficies dites « protégées ».

À ce titre, nous croyons que des **améliorations aux modalités proposées sont possibles** afin que le processus de création et d'identification des aires protégées – trop

¹ Loi modifiant la Loi sur la conservation du patrimoine naturel et d'autres dispositions, projet de loi n° 46 (présentation – 14 novembre 2019), 42^e législature, 1^{re} session (Québec)

souvent guidé par des facteurs essentiellement politiques, perceptuels ou médiatiques – s'appuie sur des critères scientifiques.

Nous vous proposons donc, dans ce mémoire, **quatre principes** qui devraient selon nous guider la création de nouvelles aires protégées au Québec.

- 1- Une **analyse globale** des impacts selon la logique du cycle de vie et inspirée de la *Procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement* tenant compte, notamment, du rôle de la gestion durable des forêts dans la lutte contre les changements climatiques et des implications socioéconomiques
- 2- L'**obligation de compensation**
- 3- L'**amortissement à l'échelle du Québec des pertes** de possibilité forestière
- 4- La juste **reconnaissance de la contribution de la Paix des Braves** aux efforts québécois en matière de conservation

Avant de détailler ces propositions, nous croyions d'ailleurs opportun de rappeler quelques-uns des nombreux mécanismes de protection qui encadrent déjà les activités forestières au Québec, dont certains peuvent nous inspirer pour la suite des choses.

DES ACTIVITÉS DÉJÀ SOLIDEMENT ENCADRÉES

Les activités des entreprises forestières sont déjà solidement encadrées partout sur le territoire du Québec. Notre régime forestier se veut **l'un des, sinon le plus rigoureux au monde**. Le concept d'*aménagement durable des forêts* est au cœur de l'ensemble des lois et règlements qui chapeautent notre industrie tel qu'enchâssé dans la Stratégie d'aménagement durable des forêts (SADF)².

En plus de cet encadrement rigoureux régi par le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs, des mécanismes volontaires viennent d'ailleurs rehausser les impératifs de conservation auxquels nous sommes soumis.

Un taux de certification parmi les plus élevés au monde

En 2009, Chantiers Chibougamau devenait la première compagnie privée à obtenir la certification du Forest Stewardship Council (FSC) en forêt boréale et le premier fabricant à offrir sur le marché nord-américain des produits de bois d'ingénierie certifiés FSC³. Depuis, de nombreuses autres entreprises québécoises ont emboîté le pas, si bien que plus de 90 % des forêts de tenure publique sous aménagement sont aujourd'hui certifiées selon un des systèmes de certification forestière en vigueur. Près du quart de cette

² Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs. (Novembre 2015) *Stratégie d'aménagement durable des forêts*. <https://mfpp.gouv.qc.ca/publications/forets/amenagement/strategie-amenagement-durable-forets.pdf>

³ Chantiers Chibougamau (2 mars 2009). *Certification FSC et Chantiers Chibougamau : une première pour une compagnie privée en forêt boréale*. <https://www.chibou.com/fr/entreprise/nouvelles/certification-fsc-chantiers-chibougamau> et FSC Canada (25 juin 2020) *Une compagnie d'aménagement forestier québécoise utilise la nouvelle norme FSC pour tracer la voie à suivre* <https://ca.fsc.org/fr-ca/newsroom/id/1107>

superficie possède même deux certifications (SFI et FSC). Ainsi, **le taux de certification des forêts publiques québécoises est parmi les plus élevés au monde.**⁴

La conformité à ces normes est vérifiée par un organisme indépendant et s'accompagne d'obligations élevées à l'égard de plusieurs sujets et en l'occurrence en matière de conservation. Voici quelques exemples de mesures exigées aux entreprises souscrivant à la norme FSC :

- « Avant de commencer des activités perturbant un site, identifier et évaluer l'échelle, l'intensité et le risque des impacts potentiels qu'auront ces activités d'aménagement sur les valeurs environnementales identifiées.
- Identifier et mettre en œuvre des actions efficaces pour prévenir, atténuer et corriger les impacts négatifs qui se produisent, proportionnellement à l'échelle, à l'intensité et au risque de ces impacts.
- Protéger les espèces rares et menacées et leur habitat dans l'unité d'aménagement grâce à des zones de conservation, à des aires de protection, à une connectivité entre les espaces forestiers et/ou à toute autre mesure directe permettant d'assurer leur survie et leur pérennité.
- Prévenir la perte de diversité biologique en assurant plus particulièrement une bonne gestion des habitats dans l'unité d'aménagement.
- Protéger ou restaurer les cours d'eau naturels, les plans d'eau, les zones riveraines et leur connectivité. Éviter les impacts négatifs sur la qualité et la quantité d'eau et atténuer et corriger ceux qui se produisent.
- Gérer le paysage au sein de l'unité d'aménagement afin de maintenir et/ou restaurer une mosaïque variée d'espèces, de tailles, de classes d'âge, de répartitions spatiales et de cycles de régénération correspondant aux valeurs du paysage dans la région, et de façon à accroître la résilience économique et environnementale. »⁵

Paix des Braves : des protections additionnelles

Puisqu'il est question des territoires situés au nord du 49^e parallèle, il importe également de rappeler que l'ensemble du territoire de la Paix des Braves – une superficie de pas moins de 66 177 km² – fait l'objet de mesures spécifiques visant la conciliation des activités d'aménagement forestier avec le mode de vie traditionnel des Cris. Les modalités de l'entente entre les Cris et le gouvernement du Québec sont complexes et leur énumération complète dépasserait le cadre de mémoire. Elles peuvent toutefois se résumer aux éléments suivants :

⁴ Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs. *Certification forestière*. <https://mffp.gouv.qc.ca/les-forets/amenagement-durable-forets/certification-forestiere/>

⁵ FSC Canada. *Les principes et critères FSC*. <https://ca.fsc.org/fr-ca/certification/forest-management-certification/principles-criteria>

- Utilisation exclusive de la coupe en mosaïque sur les territoires d'intérêt faunique (25 % du territoire);
- Rythme de récolte modulé en fonction de l'historique des perturbations;
- Fermeture d'aires de trappe à des travaux d'aménagement forestier lorsque 40 % de la superficie a été perturbée depuis les 20 dernières années;
- Utilisation restreinte de la coupe avec protection de la régénération et des sols (CPRS);
- Mesures de protection plus importantes, notamment en termes de lisières près des cours d'eau;
- Concertation avec le maître de trappe pour la localisation des chemins.

Dans cette optique, selon le classement de l'Union internationale pour la conservation de la nature, **le territoire de la Paix des Braves doit être considéré comme une aire protégée de catégorie IV**, c'est-à-dire une « aire de gestion des habitats ou des espèces ».⁶

Le Bureau du forestier en chef du Québec, instance indépendante ayant pour mission de « déterminer les possibilités forestières, éclairer les décideurs et informer la population sur l'état des forêts », s'est d'ailleurs attardé à cette même question et confirme le potentiel du territoire de la Paix des Braves à ce chapitre. Le Gouvernement de la Nation Crie reconnaît lui aussi qu'il se récolte aujourd'hui moins de 50 % de ce qu'on observait sur son territoire il y a 15 ans⁷.

Enfin, rappelons que **la limite nordique des forêts attribuables**⁸ assure déjà, sans pour autant l'intégrer dans les calculs de superficies conservées, la protection d'une partie importante du territoire situé au nord du 49^e parallèle. Cette portion soustraite de toutes activités d'aménagement forestier sur 217 000 km² de forêt boréale, soit 39% de la forêt boréale continue du territoire québécois, équivaut à plus de quatre fois la superficie de tout le Costa Rica. Cela fait du Québec la seule province canadienne aussi évoluée en matière de protection et confère surtout au Québec un nouveau potentiel de compensation pour la soustraction de superficies vouées à l'aménagement industriel qui composeraient désormais une aire protégée.

⁶ Union internationale pour la conservation de la nature. *Lignes directrices pour l'application des catégories de gestion aux aires protégées*. <https://portals.iucn.org/library/efiles/documents/paps-016-fr.pdf>

⁷ Gouvernement de la Nation Crie. La gestion du développement forestier en Eeyou Istchee. <https://www.cngov.ca/fr/environnement/foresterie/>

⁸ Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs. (2013) *Rapport du Comité scientifique chargé d'examiner la limite nordique des forêts attribuables*. <https://mffp.gouv.qc.ca/publications/forets/connaissances/rapport-limite-nordique-forets.pdf>

QUATRE PRINCIPES PROPOSÉS

Le projet de loi n° 46 vient modifier la procédure de désignation des aires protégées afin « d'accélérer les processus de création d'aires protégées » et « d'impliquer davantage les citoyens et les communautés autochtones »⁹. Nous ne pouvons évidemment qu'être d'accord avec ces objectifs.

À notre point de vue, la procédure proposée gagnerait toutefois à être bonifiée afin d'assurer une meilleure prise en compte de tous les impacts entourant la création de nouvelles aires protégées, qu'ils concernent la biodiversité, la lutte contre les changements climatiques (réduction des émissions et séquestration de GES), le tourisme, les communautés autochtones, la possibilité forestière, l'économie et les emplois, etc. Nous proposons ici quatre grands principes qui, selon nous, pourraient améliorer grandement les conditions d'implantation de nouveaux projets d'aires protégées en atténuant les tensions existant trop souvent entre les objectifs de conservation et le maintien d'activités industrielles en forêt.

1. Une analyse globale des impacts

La préservation de la biodiversité doit évidemment être au cœur des motifs qui justifient, ou non, la création d'une aire protégée au Québec. Selon nous, ces objectifs de protection de la biodiversité doivent toutefois mieux s'arrimer avec les cibles du gouvernement du Québec en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES).

Comme le rappelait récemment le **Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)**, la gestion durable des forêts peut jouer un rôle majeur dans la lutte contre les changements climatiques. Parmi les solutions liées à la foresterie présentant un potentiel élevé en matière de réduction de GES, le GIEC identifie notamment les pratiques suivantes :

- « L'aménagement durable des forêts et l'exploitation forestière durable (gestion, récolte, régénération des superficies forestières aménagées et production de produits forestiers ligneux);
- L'utilisation des produits du bois et de la biomasse forestière en **substitution de produits à forte intensité de GES.** »

En juin dernier, le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, Benoît Charrette, abondait en ce sens : « *L'utilisation du bois dans la construction est un choix intéressant pour réduire l'empreinte carbone des bâtiments, puisque celui-ci génère peu d'émissions de GES pendant son cycle de vie si on le compare à d'autres matériaux utilisés. De plus, le bois est une ressource renouvelable et*

⁹ Cabinet du ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (17 septembre 2020). *Les consultations particulières s'amorcent au sujet du projet de loi n° 46 - Loi modifiant la Loi sur la conservation du patrimoine naturel et d'autres dispositions.* <https://www.newswire.ca/news-releases/les-consultations-particulières-s-amorcent-au-sujet-du-projet-de-loi-ndeg-46-loi-modifiant-la-loi-sur-la-conservation-du-patrimoine-naturel-et-d-autres-dispositions-837890998.html>

durable qui est la seule à posséder l'avantage de séquestrer du carbone dans les bâtiments. »¹⁰

Cette idée est consensuelle, tant au sein de la communauté scientifique mondiale que pour les formations politiques représentées à l'Assemblée nationale du Québec.

Ainsi, avant de soustraire un territoire à toute possibilité d'aménagement et d'exploitation durable, il est nécessaire de se poser la question : au-delà de nos objectifs de conservation, **risque-t-on de nuire à nos efforts** de lutte contre les changements climatiques en renonçant de manière irréversible à un outil qui y contribue intelligemment ? Cela est d'autant plus nécessaire du fait que les insectes et les feux ont perturbé 29 fois plus de superficie forestière que la récolte l'a fait en 2015¹¹.

En ce sens, il nous apparaît donc primordial que le processus de désignation de nouvelles aires protégées inclût **une analyse globale – et non partielle** – des impacts de ce changement de vocation d'un territoire.

Au Québec, les projets industriels majeurs doivent se soumettre à la *Procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement*, afin que tous les tenants et aboutissants d'un projet soient pris en compte avant son autorisation. Une **logique miroir** devrait être appliquée avant la création d'une aire protégée. Tous les aspects d'un projet de conservation devraient être considérés, nous le recommandons, dans une **approche de cycle de vie** et dans le respect des 16 principes¹² de la *Loi sur le développement durable*. Son cheminement devrait pouvoir se faire avec la même transparence sur les impacts et les implications que les projets soumis à l'examen du Bureau d'audiences publiques en environnement (BAPE), permettant ainsi de remplacer le débat qui est encore trop souvent le théâtre d'antagonismes conduisant au regrettable statu quo.

2. L'obligation de compensation

Quand une entreprise exécute des travaux ayant un impact sur les milieux humides et hydriques, par exemple, elle a l'obligation légale de compenser les pertes occasionnées par ses activités, que ce soit financièrement ou par la réalisation de travaux visant la restauration ou la création d'un milieu humide ou hydrique. Encore une fois, nous soumettons qu'une logique miroir devrait s'appliquer en ce qui a trait à la création d'une aire protégée.

Lorsque le changement de vocation d'un territoire implique des pertes de possibilité forestière qui réduisent le potentiel de la forêt à lutter contre les changements climatiques,

¹⁰ Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs. (26 juin 2020) *Appui de 1 M\$ au Bureau de promotion des produits du bois du Québec – Québec encourage l'industrie québécoise des produits du bois et favorise son rayonnement* <https://mfmp.gouv.qc.ca/appui-qweb-industrie-produits-du-bois-2020-06-26/>

¹¹ Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs. (2007) *Chiffres-clés du Québec forestier*. <https://mfmp.gouv.qc.ca/wp-content/uploads/chiffres-cles.pdf>

¹² Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques. *Les principes du développement durable : un guide pour l'action*. <http://menv.gouv.qc.ca/developpement/principe.htm>

le gouvernement du Québec devrait logiquement être tenu de mettre en œuvre différents **mécanismes de compensation**. Par exemple :

- Des investissements en **sylviculture intensive**;
- L'octroi, selon des critères à la fois stricts et sensibles supervisés par un comité scientifique, de **nouvelles unités** d'aménagement forestier au-delà de la limite territoriale des forêts attribuables.

Une telle obligation de compensation est aussi de nature, selon nous, à atténuer l'opposition stérile entre les objectifs de conservation et une activité industrielle durable.

3. L'amortissement à l'échelle du Québec des pertes de possibilité forestière incontournables

En dépit de la mise en place de la recommandation précédente, il demeure envisageable que la pleine compensation ne soit pas totalement possible, à court, moyen ou long terme dans la mise en œuvre d'une nouvelle aire protégée.

Il importe ici de recadrer la logique qui supporte une aire protégée : la préservation de la biodiversité n'est pas l'affaire d'une seule communauté ou d'une seule région forestière; il s'agit d'un choix de société qui interpelle tous les Québécois, tant pour ses bénéfices que ses contrecoups. Dans cet esprit, il devient conséquent que des pertes de volumes de bois associées au changement de vocation d'un territoire ne doivent pas être assumées par les seules entreprises (bénéficiaires) qui s'y trouvent, mais plutôt être amorties à l'échelle de la forêt commerciale québécoise.

Ce principe de **mutualisation des pertes** est critique pour rétablir le recul nécessaire à une mise en place responsable et pragmatique de nouvelles aires protégées et ainsi mettre fin à des années d'opposition.

Bref, en nous assurant que les pertes engendrées par la création d'une aire protégée ne sont pas assumées seulement par l'entreprise Y ou la région X, mais bien réparties entre l'ensemble des bénéficiaires de la forêt commerciale québécoise, nous pourrions éliminer le réflexe du « **pas dans ma cour** » qui surgit tout aussi naturellement lorsque des intérêts individuels sont brimés au profit de l'intérêt collectif.

4. La juste reconnaissance de la contribution la Paix des Braves aux efforts québécois en matière de conservation

À la lumière de toutes les reconnaissances faites du régime forestier adapté issu du chapitre 3 de la Paix des Braves, en toute logique avec l'esprit de souplesse ou d'agilité nouvelle du projet de loi et dans le respect des critères de l'Union internationale pour la conservation de la nature pour les aires protégées de catégorie IV, il nous apparaît incontournable que la réforme découlant du projet de loi étudié vienne consolider les données du Québec en matière de conservation et reconnaisse pleinement la contribution de la Paix des Braves à l'atteinte des objectifs de conservation.

Autrement, l'appréciation des besoins qualitatifs et quantitatifs de nouvelles aires protégées par le gouvernement du Québec sera toujours incomplète.

Cela rejoint également la volonté relevée dans le projet de loi « d'impliquer davantage les citoyens et les communautés autochtones », permettant au passage de valoriser les adaptations faites dans le respect de leurs valeurs et de leur mode de vie traditionnel.

CONCLUSION

Nous l'avons dit d'emblée : le projet de loi n° 46 marque un pas dans la bonne direction en créant un nouveau statut de protection, l'aire protégée d'utilisation durable, « *qui vise à maintenir, sur une partie du territoire de protection, des activités d'utilisation durable des ressources naturelles compatibles avec les objectifs de conservation* ». En sortant ainsi de la logique du « tout ou rien », le gouvernement pave la voie à une meilleure cohabitation entre la pérennité des activités industrielles en forêt, la faculté de préserver, voire d'augmenter la contribution du Québec aux efforts mondiaux de lutte contre les changements climatiques par le biais des produits forestiers, mais aussi l'atteinte d'objectifs légitimes en matière de conservation.

La nouvelle procédure de désignation des aires protégées gagnerait toutefois à être bonifiée afin de **reconnaître les entreprises forestières comme de véritables partenaires** en matière de protection et de conservation de la biodiversité.

Selon nous, les propositions incluses dans ce mémoire, qui s'inspirent des principes prévus dans la *Loi sur le développement durable*, sont de nature à consolider ce partenariat, dans l'intérêt collectif du Québec.